



En hausse

## Le Qatar

Le Qatar va devenir en 2011 le pays au produit intérieur brut (PIB) par habitant le plus élevé du monde, selon le Fonds monétaire international (FMI), dépassant la Norvège et le Luxembourg.



En baisse

## Le commerce chinois

La Chine a connu, en février, son premier déficit commercial depuis mars 2010, à 7,3 milliards de dollars. Par rapport à février 2010, les exportations ont crû de 2,4%, les importations de 19,4%.

## Les cours du jour (10/03/11, 09h47)

Euro 1 euro : 1,3928 dollar (achat)

Or Once d'or : 1431,00 dollars

Pétrole Light sweet crude : 104,67 dollars

Taux d'intérêt France : 3,576 (à dix ans)

Taux d'intérêt Etats-Unis : 3,344 (à dix ans)

# « L'Union européenne doit soutenir les efforts des Grecs »

M. Papandréou, premier ministre grec, souhaite un assouplissement des conditions de prêt accordées à son pays

## Entretien

Athènes

Correspondance

Passé de restructuration en vue : Georges Papandréou, le premier ministre socialiste grec, ne lâche rien. A la veille d'un sommet extraordinaire de la zone euro, vendredi 11 mars à Bruxelles, où un accord pourrait être trouvé sur le « pacte de compétitivité » proposé par les dirigeants allemand et français, M. Papandréou insiste sur le besoin de solidarité dans la zone. En visite à Paris, il devait rencontrer Nicolas Sarkozy jeudi.

**L'agence Moody's vient de dégrader la note de la dette grecque. Quelle est votre réaction ?**

Nous avons fait des sacrifices et des changements très importants ; nous mettons en place, avec l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI), un plan ambitieux de redressement fiscal et de réformes structurelles. Nous sommes sur la bonne voie. Il est très négatif de voir que cette agence ne tient aucun compte de cette réalité. Cela montre que l'Europe doit clairement fixer des règles pour ces agences. C'est aussi un signal fort pour que l'Europe prenne les décisions nécessaires pour calmer les marchés et leur montrer qu'il y a une bonne gestion de la dette dans l'Union et dans les Etats membres.

**Qu'attendez-vous du pacte de compétitivité ?**

Nous ne pouvons nous permettre d'échouer. Nous devons fournir des mesures courageuses, capables de mettre fin à ce cercle d'instabilité. Les marchés ont fait comprendre qu'un tel échec pourrait mener à une reprise de la crise. Mais je reste confiant. Nous avons la volonté politique et les outils



ARIS MESSINIS/AFP

techniques pour trouver une solution durable.

La réduction de l'écart de compétitivité entre nos nations et la convergence économique sont des éléments importants pour la croissance à moyen ou long terme, et pour la stabilité financière. Mais améliorer la compétitivité ne suffit pas pour répondre de manière immédiate à la crise. Toute autre approche qu'une solution globale se révélera insuffisante. L'Europe doit utiliser tous les outils disponibles, à savoir rendre le Fonds européen de stabilité financière [mis en place en mai 2010 pour aider les Etats en difficulté] plus flexible, examiner l'idée des euro-obligations et de la taxe sur les transactions financières.

**Vous avez souvent dit qu'une restructuration de la dette grecque n'était pas prévue. Nombre d'économistes la jugent inévitable. Quelles en seraient les conséquences ?**

Une restructuration se ferait au détriment de la crédibilité de notre pays et de la santé du système bancaire national et européen. Elle pourrait provoquer l'effondrement des banques grecques et produirait une avalanche d'attaques spéculatives sur un grand nombre d'autres pays européens. En plus, une restructuration impliquerait

une perte immédiate et substantielle pour les fonds de retraite en Grèce, qui ont investi les économies de nos citoyens dans les obligations d'Etat. Ce prix serait trop dur à payer. Un tel scénario n'est pas dans l'intérêt de l'économie, des banques, des citoyens grecs, ni de l'économie européenne. La restructuration n'est pas à l'ordre du jour de la Grèce et de l'Europe.

**Mais vous avez du mal à convaincre que vous allez réussir votre pari, notamment pour augmenter vos recettes...**

La Grèce s'est lancée dans un programme de réformes sans précédent, au prix de sacrifices très importants du peuple grec. En 2010, nous avons réduit notre défi-

cit de 6 points [ramené de 15,4 % du produit intérieur brut à 9,4 %] et envisageons un retour à la croissance fin 2011 ou en 2012. Nous avons lancé une réforme fiscale pour lutter contre la fraude et la corruption. Mais cela prend du temps. Nous mettons de l'ordre dans notre maison, mais nous avons besoin de la solidarité de nos partenaires européens. Si les marchés ne répondent pas positivement à nos efforts, le fardeau supporté par le peuple grec s'alourdira encore. C'est pourquoi l'UE doit prendre des décisions pour soutenir les efforts des Grecs et stabiliser la zone euro.

La prolongation du remboursement et la réduction des taux d'in-

térêt des prêts consentis par l'UE et le FMI seraient des facteurs décisifs pour garantir que nous continuerons d'atteindre nos objectifs à long terme. Il y a une marge de manœuvre considérable pour faciliter les conditions de ces programmes de soutien.

**Que se passera-t-il si l'UE ne revoit pas ces conditions ?**

Ce ne serait pas qu'un problème pour la Grèce, mais pour toute la zone euro. Les marchés réagiraient immédiatement. Les deux sommets de mars constituent l'une des dernières chances pour l'Europe de faire face aux marchés. **Vous avez protesté après la dernière visite des représentants du FMI, de l'UE et de la Banque**

centrale européenne (BCE) – la « troïka » –, qui avaient annoncé un plan de privatisation de 50 milliards d'euros, ensuite confirmé par votre gouvernement. Qui gouverne la Grèce ?

Nous réalisons de nombreux changements dans de très brefs délais. Cela peut provoquer des problèmes de communication. Mais il n'y a pas de question de souveraineté. Le gouvernement grec, par sa propre volonté, s'est engagé dans la voie des réformes – souvent au-delà des objectifs définis par nos créanciers. Et la Grèce travaille en très étroite collaboration avec l'UE, le FMI et la BCE. ■

Propos recueillis par Alain Salles

## « USA Inc. » : si les Etats-Unis étaient cotés en Bourse...

Imaginez un moment que les Etats-Unis soient une entreprise cotée en Bourse. Que son budget, son équipe dirigeante, sa politique d'investissement, soient passés au crible tous les trimestres par les analystes financiers. Seriez-vous content si vous en étiez actionnaire ? C'est la question que s'est posée l'Américaine Mary Meeker, ancienne analyste vedette de Morgan Stanley qui avait, au milieu des années 1990, détecté la déferlante des valeurs Internet. Associée au sein de la société américaine de capital-risque Kleiner Perkins Caufield & Byers depuis novembre 2010, elle a passé deux ans à analyser les Etats-Unis comme s'il s'agissait d'une société cotée.

Dans son rapport de 476 pages, intitulé « USA Inc. », elle qualifie les finances de cette « entreprise » de « décourageantes » au regard des standards financiers des sociétés privées. Une marge nette de 4 % depuis quinze ans, mais des flux de trésorerie qui s'enfoncent dans le rouge (1 300 milliards de dollars en 2010, soit 11 000 dollars, ou 8 000 euros, par ménage). « Que ressentiriez-vous en tant qu'actionnaire d'une société où les flux de trésorerie ont été négatifs depuis neuf ans, et où il faudrait vingt ans de recettes pour rembourser les dettes, à condition qu'il n'y en ait plus d'autre ? », s'interroge l'auteure.

Elle dépeint une économie qui s'est enfoncée dans le déficit : de 1790 à 1930, les dépenses du gouvernement représentaient en moyenne à peine 3 % du produit intérieur brut (PIB). Aujourd'hui, c'est 24 %. En trente ans, la dette publique a doublé.

Mais surtout, les investissements ont été dirigés vers des secteurs peu rentables. Les dépenses liées aux prestations sociales (systèmes d'assurance-maladie Medicare et Medicaid, chômage...) ont augmenté de 5 % par an depuis 1965, bien plus que la croissance du PIB de 3 %. Elles représentent maintenant 51 % des dépenses, deux fois plus qu'en 1965. Les dépenses sociales d'USA Inc. sont équivalentes au PIB de l'Inde, souligne M<sup>me</sup> Meeker.

« D'ici moins de quinze ans, USA Inc. n'aura plus de quoi dépenser pour la défense, l'éducation, les infrastructures et la recherche & développement, qui représentent aujourd'hui 32 % des dépenses, contre 69 % il y a quarante ans », juge-t-elle. Alors que les « entreprises » concurrentes, comme l'Inde, elles, font ces investissements, de manière à augmenter leur rythme de croissance. Un élément toutefois que l'analyste ne mentionne pas : le pouvoir d'attraction du dollar qui, s'il persiste, permettra aux Etats-Unis de continuer à vivre à crédit. ■

Cécile Prudhomme

Venez découvrir et essayer\* la nouvelle Peugeot 508 SW aux Portes Ouvertes les 12 et 13 mars\*\*.



\* BETC Euro RSCG - Automobiles PEUGEOT 508 508 P.C.S. Paris

PEUGEOT RECOMMANDE TOTAL

Quality time: un moment de qualité. Consommation mixte (en l/100 km): de 4,5 à 7,3. Émissions d

NOUVELLE PEUGEOT 508 SW. QUALITY TIME.

PEUGEOT 508 SW